

GUINÉE ÉQUATORIALE



Caractéristiques géographiques

Langue officielle : français, portugais et espagnol

Superficie : 28 050 km²

Population : 1,4 millions d'habitants

Densité : 50,0 habitants/km²

Taux de croissance démographique : 3,4 %

Part de la population urbaine : 73,1 %

Économie

Notation de la dette souveraine : nd

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2019 : 145^e/189

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA, 2020) : nd

Taux de change effectif réel (moyenne 2016-2020, base 100 en 2010) : 100,8 (97,9 pour la CEMAC)

Classification Banque mondiale : pays à revenu intermédiaire supérieur

Risque de surendettement : nd

PIB par habitant (2020) : 8 131,9 dollars

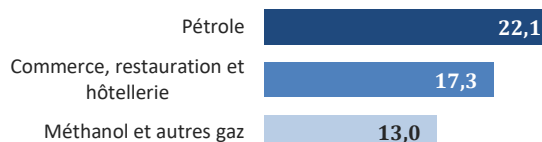
Taux de croissance (2020) : - 4,9 %

Inflation (2020) : 5,0 %

PIB (2020) : 5 750 milliards de francs CFA

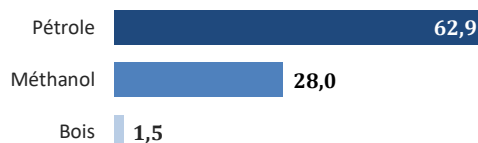
Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2016-2020)



Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2016-2020)



Développement humain et infrastructures



58,4 ans

Espérance de vie



13 %

Population sous le seuil de pauvreté



64,7 %

Accès à l'eau potable



8,2 %

Mortalité infantile



nd

Inégalité de revenus (coefficient de Gini)



66,6 %

Accès à l'électricité



26,2 %

Malnutrition infantile



88,3 %

Alphabétisation des adultes



45,2

Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants



126/191

Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)



nd

Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque



54,8 %

Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

Cette monographie a été réalisée par le service [Afrique et Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2021 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).

Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).

Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.

Faits saillants

- **Affectée par la baisse tendancielle de la production d'hydrocarbures, l'économie équato-guinéenne est en récession depuis 2014.** La contraction de 4,9 % de l'activité enregistrée en 2020 s'inverserait en 2021, à + 2,0 %, en raison de la reprise économique mondiale qui devrait bénéficier au secteur des hydrocarbures.
- **En septembre 2021, le Fonds monétaire international (FMI) a accordé à la Guinée équatoriale un prêt de 47,25 millions de DTS au titre de l'Instrument de Financement Rapide (IFR) pour faire face à la crise sanitaire.** En revanche, le programme approuvé en décembre 2019 au titre du Mécanisme Élargi de Crédit (MEDC) est toujours suspendu depuis 2020, et ainsi donc les décaissements qui lui sont rattachés.
- **Les principaux enjeux du pays sont liés à la diversification des activités économiques, surtout en faveur de l'extraction minière et de la pêche.** Le renforcement du capital humain, qui apparaît faible au regard du revenu par tête du pays, est essentiel afin de favoriser une croissance plus inclusive.
- **Président de la République depuis 1979, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo a été réélu en avril 2016** pour un cinquième mandat de sept ans.

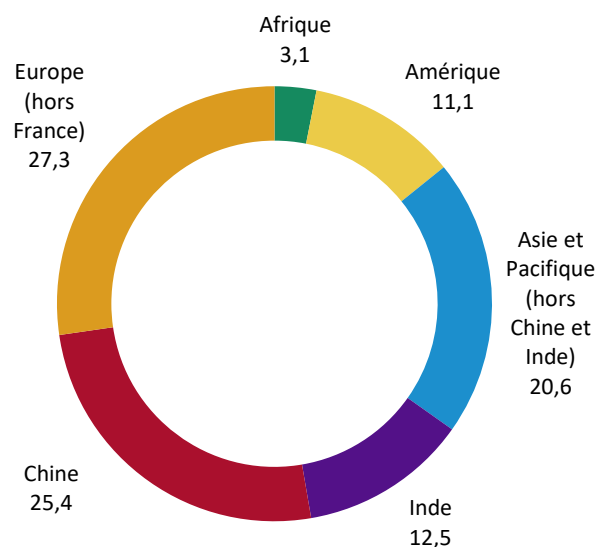
CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

L'économie de la Guinée équatoriale est très peu diversifiée et fort dépendante de la production d'hydrocarbures (pétrole, méthanol et autres gaz). Celle-ci a représenté 34,8 % du PIB et 89,1% des exportations en moyenne sur la période 2017-2020. La production pétrolière a connu une forte contraction entre 2015 et 2020, passant de 12,1 à 7,1 millions de tonnes en raison de l'arrivée à maturité de plusieurs champs pétrolifères et de la chute des cours survenue depuis 2014. Plus fluctuante ces dernières années, la production de méthanol a aussi diminué depuis le sommet atteint en 2017. La finalisation d'un grand projet gazier en 2021 et la reprise économique mondiale devraient permettre un retour de la croissance ; une hausse du PIB de 2,0 % est ainsi prévue en 2021.

Alors que la part des secteurs primaire et secondaire dans le PIB diminue (à 13 % et 17 % respectivement), le poids du secteur tertiaire s'accroît à 68% en 2020, les taxes représentant 2 % du total. L'agriculture occupe toutefois une place essentielle dans l'emploi, et donc dans la formation du revenu d'une part importante de la population. Les services sont tirés par les activités de commerce, de restauration et d'hôtellerie ainsi que par les transports et télécommunications.

Si les exportations d'hydrocarbures permettent de dégager un excédent dans la balance des biens, la balance

Destinations des exportations de la Guinée équatoriale (2015-2019)
(en %, moyenne sur 5 ans)



Sources : BACI (CEPII) et calculs Banque de France.

des services et la balance courante sont structurellement déficitaires.

La Guinée équatoriale connaît, à l'instar des autres pays de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC), une inflation relativement faible vis-à-vis du reste de l'Afrique subsaharienne (ASS), surtout en raison de l'ancrage du franc CFA sur l'euro. Dans un contexte économique par

Principales productions et prix d'achat aux producteurs de la Guinée équatoriale

(productions en milliers de tonnes, prix d'achat en francs CFA (XAF) par kilogramme)

	2018	2019	2020
Pétrole brut			
Production (en millions de tonnes)	7,9	7,1	7,1
Production (en milliers de barils par jour)	158,5	143,6	143,8
Prix moyen à l'export (en milliers de francs CFA par tonne)	262,9	247,6	158,1
Prix du baril de pétrole équato-guinéen (en dollars)	64,5	57,6	37,5
Méthanol et autres gaz			
Exportations (en milliers de tonnes)	5 724,8	4 972,6	4 311,1
Bois			
Production de grumes (milliers de m ³)	336,7	59,9	41,2
Exportations de grumes, sciages et dérivés (en milliers de m ³)	755,6	358,9	103,5
Prix à l'exportation des grumes (en milliers de francs CFA par m ³)	57,8	164,0	78,6

Sources : BCEAO et administrations nationales.

ailleurs récessif, l'inflation s'est ainsi établie à 2,1 % en moyenne annuelle entre 2017 et 2020, avec toutefois un taux élevé en 2020 (5,0 %). Le taux de chômage a pour sa part atteint 9,1 % en 2020 (contre 8 % en 2019), selon la Banque mondiale.

Les ressources de l'État dépendent avant tout des recettes pétrolières qui, en 2020, représentaient 76 % des recettes budgétaires totales. Leur net recul depuis 2013, de 2 447 à 623 milliards de francs CFA en 2020, fragilise la situation des finances publiques, d'autant que la mobilisation des recettes non pétrolières est faible. Ce recul a en outre contribué à une forte poussée de la dette publique, de 31,4 % du PIB en 2014 à 47,2 % en 2020.

La taille et l'activité du secteur bancaire sont restreintes, le volume des crédits bruts ne représentant que 16,4 % du PIB en 2020 (contre 37,9 % en 2020 en ASS¹). La récession économique s'est accompagnée d'une contraction des bilans bancaires, de 10,4 % sur la période 2018-2020, ainsi que d'une dégradation de la qualité du crédit. Sur la même période, les créances en souffrance brutes ont ainsi progressé de 15,0 points de pourcentage pour s'établir à 43,1 %. Le secteur est caractérisé par sa forte concentration (cinq banques, dont une publique, et deux établissements de microfinance) et une inclusion financière limitée, la distribution de crédit étant surtout concentrée sur les moyennes et grandes entreprises.

Les indicateurs de développement humain paraissent faibles au regard du revenu national. Pays à revenu intermédiaire supérieur (PIB par habitant de 8 132 dollars en 2020), la Guinée équatoriale affichait en 2020 un indice de développement humain (IDH) la plaçant au 145^e rang sur 189 pays, et reflétant, selon le FMI, d'importantes inégalités de revenus, un manque d'accès aux soins de santé et une insuffisance des dépenses sociales. L'espérance de vie est ainsi peu élevée (autour de 58 ans), soit l'une des plus faibles de la CEMAC. L'objectif affiché par les autorités consiste à réorienter les dépenses publiques vers ces domaines afin de diminuer le taux de pauvreté (13 %) et de favoriser la croissance du capital humain.

CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

La récession économique s'est poursuivie en 2020 (-4,9%), en dépit d'importants investissements dans le secteur des hydrocarbures. Elle s'explique par des secteurs primaire et secondaire en fort recul en valeur, alors que le secteur tertiaire est resté plutôt stable. Ce dernier représente plus de 60 % du PIB. L'inflation s'est élevée à 5,0 % en 2020, en raison de la perturbation des circuits d'approvisionnement venue affecter l'offre de produits alimentaires, dont les prix ont augmenté en conséquence. Un chiffre de 2,3 % est toutefois attendu en 2021 en moyenne annuelle à la suite d'une normalisation de la chaîne logistique.

¹ Banque mondiale, « créances nationales au secteur privé » DataBank : série statistique.

La pandémie de Covid-19 a eu un impact limité en Guinée équatoriale : à fin mars 2022, le pays dénombre 15 903 cas et 168 183 décès, avec une prévalence de 1 072 cas pour 100 000 habitants, taux relativement faible comparé à la moyenne mondiale (6 270 cas pour 100 000 habitants). Combiné avec la baisse tendancielle de la production d'hydrocarbures, l'impact international de la pandémie a contribué à la chute marquée du PIB en 2020 (– 4,9 %). Cette contraction s'est toutefois avérée moins forte que celles de 2015 et 2016, à – 9,5 % et – 5,9 % respectivement, lors du contre-choc pétrolier.

Le pays a pris un ensemble de mesures pour lutter contre la Covid-19. Les autorités ont fermé les écoles et les lieux de loisirs, réduit le nombre de vols commerciaux de passagers. Elles ont déclaré une situation d'urgence sanitaire en mars 2020 et adopté des mesures économiques pour renforcer la sécurité sociale et soutenir les PME. Ces mesures incluent un programme de sécurité sociale renforcé pour la population la plus vulnérable, des déductions temporaires de taxes pour les entreprises non pétrolières, et des réformes pour contenir le déficit budgétaire malgré la hausse nécessaire des dépenses publiques pour faire face à la pandémie². Le pays s'est engagé à renforcer le secteur hospitalier et à accroître le nombre de personnels médicaux pour lutter contre la pandémie. Enfin, davantage de ressources pour les PME du secteur non pétrolier devraient favoriser la reprise post Covid.

Le déficit des transactions courantes s'est accru en 2020, à 4,2 % du PIB, après 0,9 % en 2019. Cette détérioration provient avant tout d'un recul de l'ensemble des exportations de biens, et surtout de celles de pétrole qui chutent de 36 % en valeur, en lien avec la baisse des prix (moyenne de 40 dollars le baril en 2020, plus bas niveau depuis 2008). Le tourisme d'affaires et les conférences internationales ont aussi été très affectés par les mesures de distanciation physique et la suspension provisoire du transport aérien.

La crise a remis en cause la consolidation progressive de l'exécution budgétaire engagée depuis 2015. Le solde budgétaire base engagements (dons compris), déficitaire à plus de 12 % du PIB en 2015, puis excédentaire en 2018 et 2019, a affiché en 2020 un déficit de 1,9 % du PIB, en lien avec la baisse des recettes budgé-

taires (– 33,9 %) due au déclin du secteur des hydrocarbures. Ce déficit provient également d'une baisse des recettes non pétrolières (– 22,9 %). Les dépenses courantes ont été maîtrisées en 2020 : la hausse des intérêts payés sur la dette (+ 2,8 %) et la progression de la masse salariale (+ 2,5 % en 2020) ont été compensées par une baisse des autres dépenses courantes (transferts, subventions, etc.).

La crise de la Covid-19 en 2020 remettrait aussi en cause la baisse de la dette publique, engagée en 2016. La dette publique remonterait ainsi à 47,2 % du PIB fin 2020, contre 45,0 % fin 2019. La dette extérieure (25,9 % du PIB en 2020) est surtout composée de prêts bilatéraux, entre autres avec la Chine. La dette intérieure est pour sa part surtout composée d'arriérés. Le FMI a recommandé le principe d'une titrisation de ces arriérés et leur audit a été achevé en 2020. Selon l'analyse de viabilité de la dette du FMI (décembre 2019), la dette est soutenable à moyen terme, mais la croissance rapide de la dette publique requiert une vigilance particulière, selon l'ampleur et la durée de la crise en 2021.

La récession économique et un climat des affaires défavorable pèsent sur la croissance de l'activité bancaire. En recul en 2019, l'encours des crédits à l'économie est inchangé en 2020. Le taux brut des créances en souffrance a progressé de 3,5 points en 2020 pour atteindre un niveau exceptionnellement élevé, de 53,0 %, le provisionnement de ces créances apparaissant par ailleurs faible (32,9 % du total). Le secteur bancaire est surtout fragilisé par ses expositions sur les entreprises du bâtiment et des travaux publics (BTP), touchées par les arriérés de paiement de l'État. Le résultat consolidé du secteur est devenu négatif (– 2,7 milliards de francs CFA en 2020, après – 1,7 milliard en 2019) et les indicateurs de rentabilité se sont dégradés, avec un coefficient de rentabilité reculant de + 3,7 % en 2018 à – 1,0 % en 2020 et un coefficient net d'exploitation progressant de 64,1 % à 97,5 % sur la même période. Sur le plan prudentiel, le système bancaire a été affecté par l'entrée en vigueur des normes issues de la réforme Bâle 3, induisant une comptabilisation plus restrictive des fonds propres. Les fonds propres agrégés du secteur bancaire sont désormais négatifs, depuis 2019, et le ratio de couverture des risques par les fonds propres ressort à – 1,9 % en 2020,

²FMI, Equatorial Guinea tackles twin tragedies with the help of IMF emergency assistance, septembre 2021.

contre une exigence prudentielle communautaire de 8 %.

Le FMI a accordé un prêt de 47,25 millions de DTS au titre de l'instrument de financement rapide (IFR).

Cette aide fait notamment suite aux lourds dommages occasionnés par l'explosion de dépôts de munitions survenue à Bata en mars 2021 (avec un bilan de plus de 100 morts, et à l'origine d'une baisse de 2,5 % du PIB) et par la pandémie de Covid-19. L'objectif est de protéger les groupes les plus vulnérables de la population, faciliter l'indemnisation des victimes de l'explosion, financer la lutte contre la pandémie et accroître les dépenses dans le domaine de la santé et de la lutte contre la faim. Dans le domaine de la santé et de la lutte contre la faim. Auparavant, en décembre 2019, le FMI avait approuvé un programme triennal avec financement dans le cadre du MEDC pour un montant de 205,01 millions de DTS. Cet accord faisait suite au programme de référence (sans financement) mis en place en mai 2018, prévoyant des mesures de consolidation budgétaire et d'amélioration du climat des affaires. La Guinée équatoriale a, dans ce cadre, ratifié la convention des Nations unies contre la corruption, commandé un audit des comptes des sociétés pétrolières d'État et des arriérés de paiement intérieurs, et posé sa candidature à l'initiative de transparence des industries extractives (ITIE). L'objectif central poursuivi par les autorités était d'amorcer une relance durable et inclusive de l'activité économique. Cependant, faute de revue satisfaisante, les décaissements de ce programme se sont arrêtés dès 2020. Enfin, dans le cadre de la nouvelle allocation de DTS de juillet 2021, la Guinée équatoriale a reçu l'équivalent de 151 millions de dollars, qu'elle pourrait utiliser presque en totalité en 2022.

ENJEUX ET DÉFIS

Les conditions de la sortie de crise Covid-19 constituent le principal enjeu de court terme. La crise s'est en effet traduite par une accélération de la baisse du PIB (-4,9 % en 2020), ininterrompue depuis 2012, ce qui ramène le PIB par tête à son niveau de 2004. Les populations pauvres sont vulnérables à cette diminution du revenu par tête moyen. Compte tenu des incertitudes qui entourent la progression de la pandémie en Afrique, les autorités continuent à faire face à un défi majeur, exprimé dans le programme du FMI lancé en décembre 2019 : concilier la priorité donnée aux dé-

Activité économique et inflation en Guinée équatoriale

(en %)

	2018	2019	2020	2021
Variation annuelle du PIB	-3,1	-4,4	-4,9	2,0
Inflation (en moyenne annuelle)	1,3	1,2	5,0	2,3

Note : Prévisions pour 2021.

Source : BCEAO.

penses sanitaires et de soutien aux populations vulnérables, les objectifs de diversification de l'économie à moyen terme et la nécessité d'une maîtrise des déficits publics et de la croissance de la dette publique.

Les perspectives du secteur des hydrocarbures restent incertaines.

Les réserves de pétrole de la Guinée équatoriale, estimées à 100 millions de tonnes à fin 2019 (selon la société BP), devraient être épuisées à l'horizon 2034, au rythme de production actuel. Les initiatives de prospection, encouragées par le gouvernement, pourraient toutefois ralentir ce déclin. Le dernier appel international à propositions en date, *Equatorial Guinea 2019 Oil & Gas Licensing Round*, a entraîné la signature de contrats sur neuf blocs d'exploration ou de développement pétroliers et gaziers. Le pays peut par ailleurs s'appuyer sur les infrastructures existantes du site de pointe Europa, sur l'île de Bioko – une usine de traitement du gaz de pétrole, Alba Plant LLC, et une usine de production de gaz naturel liquéfié, EG LNG – pour développer l'exploitation de ses ressources en gaz. Noble Energy (rachetée par Chevron en 2020) exploitera les réserves de gaz du champ Yoyo-Yolanda, partagées entre la Guinée équatoriale et le Cameroun. Ces dernières années, les autorités ont en outre accru les initiatives visant à attirer de nouveaux fonds étrangers. Les ONG internationales critiquent cependant la corruption et la gestion opaque des revenus du pétrole et du gaz.

L'affaiblissement de la production pétrolière rend d'autant plus nécessaire la diversification de l'économie.

La première phase du plan « Horizon 2020 », lancé en 2008, a permis la mise en place d'infrastructures dans les secteurs du transport, des télécommunications, ainsi que de l'hôtellerie. Mis à jour depuis 2018, ce plan met dorénavant l'accent sur le développement de l'agriculture, de la pêche, du tourisme et des nouvelles technologies. En juillet 2020, la Guinée équatoriale a lancé son Plan national d'investissement REDD+ dans le cadre de son Plan national pour le développe-

ment durable 2020-2035. Ce dernier réoriente le modèle de croissance du pays vers une voie conciliant économie et conservation des ressources naturelles. Il vise la préservation des forêts, l'action pour le climat et la diversification économique. Il inclut des projets portant sur l'agriculture, l'exploitation minière, le tourisme et l'amélioration de la gouvernance. Dans le cadre du programme du FMI de décembre 2019³, les autorités ont mis en place une stratégie visant à accroître la transparence et à combattre la corruption au cours des prochaines années.

Enfin, l'amélioration de la gouvernance est un levier essentiel pour attirer des fonds publics étrangers et accroître le taux de mobilisation des ressources fiscales. En lien avec les programmes du FMI, plusieurs axes d'amélioration ont été identifiés, et l'adoption d'une loi anti-corruption en 2021 constitue une première étape positive. Le gouvernement prévoit de mettre en place une commission anticorruption, des audits pour s'assurer de la bonne utilisation des fonds liés à la Covid, aux réparations consécutives à l'explosion survenue à Bata, et pour s'assurer de la bonne gestion des entreprises pétrolières et gazières. Enfin, une loi a été votée obligeant les hauts fonctionnaires à des déclarations de patrimoine. Par ailleurs, le gouvernement s'est engagé à apurer l'ensemble de ses arriérés, ce qui devrait bénéficier au secteur privé non bancaire puis aux banques. Enfin, il prévoit de renforcer l'administration fiscale et douanière, de moderniser le cadre de gestion des finances publiques et d'améliorer le climat des affaires.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

S'agissant du secteur des hydrocarbures, d'importants projets d'infrastructures et de recherche de nouveaux sites ont été mis en œuvre dans le cadre de la stratégie de « méga-hub gazier ». La croissance d'un *hub* gazier *offshore*, sur le champ Alen, qui approvisionnera le Nigeria, le Cameroun et la Guinée équatoriale, se poursuit, et est entré en production en 2021. Il sera exploité par Noble Energy et viendra alimenter les usines de traitement de Punta de Europa. Des rénovations du site pétrolier Zafiro ont été effectuées en 2020 (Exxon Mobil) tandis qu'un nouveau puits de pétrole a été

découvert en août 2019 (Noble Energy). Les autres projets clés dans le cadre de l'Année de l'investissement 2020 ont inclus, entre autres, une raffinerie modulaire pour l'approvisionnement domestique, une pour l'exportation, et des réservoirs pour les produits raffinés.

Enfin, l'exploitation des ressources minières du pays, peu explorées à ce jour, constitue l'une des priorités du programme de diversification économique du pays. Le gouvernement a lancé en février 2019 un premier appel d'offres minier dans le cadre de l'*EG Round* 2019. En janvier 2020, le gouvernement a octroyé des licences d'exploration minière de quinze blocs de gisements potentiels à cinq sociétés. En mai 2020, il a signé cinq contrats miniers avec trois sociétés différentes, surtout des contrats d'exploitation aurifère. Une zone minière industrielle avec une raffinerie d'or est un des projets promus en 2020. Une révision du code minier a par ailleurs été adoptée en 2020. Enfin, le géant russe Rosgeo va réaliser une cartographie géologique du Rio Muni, une région riche en diamants, en or, en bauxite et en minerai de fer.

Plusieurs projets visent à mieux valoriser l'important domaine maritime du pays, surtout en développant les chaînes de valeur dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture. La Guinée équatoriale est entourée par un vaste espace maritime, avec 644 km de côtes, et par 314 000 km² de zone économique exclusive (ZEE). La production (5 000 tonnes de poissons par an) est toutefois inférieure au potentiel du pays (plus de 70 000 tonnes) et insuffisante pour assurer l'approvisionnement intérieur. Un programme d'appui financé par la Banque africaine de développement (BAfD), d'un montant de 70 millions d'euros, vise par exemple à améliorer la sécurité nutritionnelle et les conditions de vie des populations. Il a pour objectif d'accroître et améliorer la production de poissons par une croissance durable de l'aquaculture, de la pêche artisanale et de la pêche industrielle. Il a encore pour but de renforcer les infrastructures d'eau potable et d'assainissement, ce qui permettra à terme d'assurer un meilleur approvisionnement du marché local en poissons, de réduire les importations et d'accroître les exportations vers les pays de la sous-région.

³ FMI, Republic of Equatorial Guinea: Request for an Extended Arrangement Under the Extended Fund Facility and Second Review Under the Staff-Monitored Program, décembre 2019.

TABLEAUX

Guinée équatoriale – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XAF) ; taux et variations en %)

	2017	2018	2019	2020
Ressources	9 400,9	9 895,9	8 954,9	7 340,6
PIB nominal	6 476,8	7 014,4	6 720,9	5 750,0
<i>dont secteur pétrolier</i>	2 475,8	2 795,6	2 347,2	1 422,9
Importations de biens et services	2 924,1	2 881,5	2 234,0	1 590,7
Biens	1 730,5	1 715,2	1 337,7	919,8
Services	1 193,6	1 166,3	896,3	670,9
Emplois	9 400,9	9 895,9	8 954,9	7 340,6
Consommation finale	4 028,7	4 100,5	4 013,5	3 712,0
Publique	1 599,1	1 698,7	1 800,8	1 649,9
Privée	2 429,6	2 401,8	2 212,7	2 062,1
Formation brute de capital fixe ^{a)}	2 060,5	2 062,6	1 768,4	1 550,4
Publique	554,6	573,3	293,6	201,0
Privée	1 505,7	1 489,1	1 474,6	1 349,2
<i>dont secteur pétrolier</i>	665,5	603,1	556,1	515,6
Variations de stocks	0,2	0,2	0,2	0,2
Exportations de biens et services	3 311,7	3 732,8	3 173,0	2 078,2
Biens	2 998,2	3 407,3	2 845,7	1 750,7
Services	313,6	325,5	327,3	327,5
Épargne intérieure brute	2 448,1	2 914,0	2 707,4	2 038,0
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	387,6	851,4	939,0	487,5
Revenus des facteurs	506,4	542,6	519,6	313,1
Épargne intérieure nette	2 954,5	3 456,6	3 227,0	2 351,1
Taux d'investissement (en % du PIB)	31,8	29,4	26,3	27,0
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	- 2,0	- 3,1	- 4,4	- 4,9
Déflateur du PIB	11,8	11,7	0,2	- 10,0
Prix à la consommation, en moyenne	0,8	1,3	1,2	5,0

a) Y compris variations de stocks.

Sources : BEAC.

Guinée équatoriale – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2017	2018	2019	2020
Recettes et dons	1 205,2	1 446,5	1 240,5	820,5
Recettes budgétaires	1 205,2	1 446,5	1 240,5	820,5
Recettes pétrolières	955,0	1 178,1	983,7	622,6
<i>dont impôt sur les sociétés et redevance</i>	<i>225,9</i>	<i>246,5</i>	<i>373,7</i>	<i>267,2</i>
Recettes non pétrolières	250,3	268,4	256,8	198,0
<i>dont recettes non fiscales</i>	<i>103,0</i>	<i>97,6</i>	<i>80,2</i>	<i>75,8</i>
Dons extérieurs (dont annulations PPTE et IADM)	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses totales et prêts nets	1 387,9	1 438,9	1 118,4	926,9
Dépenses courantes	732,4	761,3	771,4	689,3
Salaires	143,1	175,6	189,9	194,6
Intérêts	30,0	47,6	57,4	59,0
<i>Sur la dette intérieure</i>	<i>16,2</i>	<i>25,2</i>	<i>29,0</i>	<i>28,9</i>
<i>Sur la dette extérieure</i>	<i>13,8</i>	<i>22,3</i>	<i>28,4</i>	<i>30,0</i>
Autres dépenses courantes	559,3	538,1	524,1	435,7
Dépenses en capital	655,5	677,7	347,0	237,6
Dépenses budgétaires	655,5	677,7	347,0	237,6
Dépenses financées sur emprunts extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses de restructuration	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts nets	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire (hors dons) ^{a)}	- 168,9	29,9	150,6	- 76,4
Solde base engagements (dons compris) ^{b)}	- 182,7	7,6	122,2	- 106,4
Arriérés	- 165,0	0,0	- 112,0	- 71,6
Arriérés intérieurs	- 165,0	0,0	- 156,0	- 71,6
Arriérés extérieurs	0,0	0,0	44,0	0,0
Solde base caisse ^{c)}	- 347,7	7,6	10,2	- 178,0
Financement	347,7	- 7,6	- 10,2	178,0
Financement intérieur	258,1	- 71,5	109,8	485,3
Bancaire	- 170,5	49,8	343,0	61,7
Non bancaire	428,5	- 121,3	- 233,1	423,5
Financement extérieur	89,6	64,0	- 120,0	- 307,3
Tirages sur emprunts	165,8	141,9	0,0	0,0
Amortissements sur emprunts dette extérieure	- 76,2	- 78,0	- 120,0	- 307,3
Réaménagement de la dette extérieure	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	18,6	20,6	18,5	14,3
Recettes pétrolières	14,7	16,8	14,6	10,8
Dépenses courantes	11,3	10,9	11,5	12,0
Solde base engagements (dons compris) ^{b)}	- 2,8	0,1	1,8	- 1,9
Dette publique	48,7	45,2	45,0	47,2

a) Solde primaire = recettes budgétaires – dépenses courantes (hors intérêts sur dette extérieure) – dépenses budgétaires en capital – dépenses de restructuration – prêts nets.

b) Solde base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses totales et prêts nets.

c) Solde base caisse = solde base engagements + arriérés.

Sources : BEAC.

Guinée équatoriale – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2017	2018	2019	2020
a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)	- 555,4	- 152,2	- 58,8	- 241,3
1 - Biens et services	387,6	851,4	939,0	487,5
Balance des biens	1 267,7	1 692,1	1 508,0	830,9
Exportations de biens FOB	2 998,2	3 407,3	2 845,7	1 750,7
<i>dont : pétrole</i>	<i>1 738,0</i>	<i>2 068,9</i>	<i>1 769,0</i>	<i>1 130,7</i>
<i>méthanol et autres gaz</i>	880,2	976,7	799,0	442,3
<i>bois</i>	62,9	43,7	58,9	8,1
Importations de biens CAF	- 2 049,5	- 2 023,9	- 1 578,5	- 1 085,4
Importations de biens FOB	- 1 730,5	- 1 715,2	- 1 337,7	- 919,8
<i>dont : construction</i>	<i>- 627,0</i>	<i>- 610,7</i>	<i>- 504,2</i>	<i>- 312,1</i>
<i>secteur commercial</i>	- 639,4	- 712,8	- 463,6	- 310,4
<i>secteur pétrolier</i>	- 61,8	- 53,9	- 45,2	- 14,5
Balance des services	- 880,1	- 840,7	- 569,0	- 343,3
<i>dont fret et assurances</i>	<i>- 315,6</i>	<i>- 305,3</i>	<i>- 237,3</i>	<i>- 162,0</i>
2 - Revenus primaires	- 506,4	- 542,6	- 519,6	- 313,1
<i>dont intérêts sur la dette</i>	<i>- 13,8</i>	<i>- 22,3</i>	<i>- 28,4</i>	<i>- 30,0</i>
3 - Revenus secondaires	- 436,6	- 461,0	- 478,3	- 415,6
Administrations publiques	- 6,7	- 6,7	- 6,7	0,9
Autres secteurs	- 430,0	- 454,3	- 471,6	- 416,5
b - Compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,0
c - Compte financier	340,9	414,1	65,8	375,7
Investissements directs	239,1	280,9	233,9	235,9
Investissements de portefeuille	16,5	10,7	10,7	10,7
Autres investissements	85,4	122,5	- 178,8	129,1
Financement exceptionnel (pour mémoire)	0,0	0,0	44,0	0,0
d - Erreurs et omissions nettes	166,2	- 231,4	- 146,4	107,3
e - Solde global (a + b - c + d)	- 48,3	30,4	- 139,3	241,7
Solde courant (en % du PIB)	- 8,6	- 2,2	- 0,9	- 4,2
Solde global (en % du PIB)	- 0,7	0,4	- 2,1	4,2

Source : BEAC.

Guinée équatoriale – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2017	2018	2019	2020
Court terme	983	1 027	765	747
Moyen terme	158	140	156	169
Long terme	25	20	23	26
Total	1 166	1 188	943	943

Source : BEAC.

Guinée équatoriale – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

Actif	2018	2019	2020	Passif	2018	2019	2020
Valeurs immobilisées	100	98	114	Capitaux permanents	286	293	282
Opérations avec la clientèle	1 093	841	837	<i>dont fonds propres</i>	227	- 163	- 161
<i>dont créances nettes en souffrance</i>	307	330	361	Opérations avec la clientèle	1 264	1 091	1 038
Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	601	658	647	Opérations diverses	55	59	53
Autres postes de l'actif (sommes déductibles des capitaux permanents et opérations diverses)	24	33	30	Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	212	188	254
Total	1 818	1 630	1 628		1 818	1 630	1 628

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Guinée équatoriale – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2018	2019	2020
Coefficient net d'exploitation (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	64,1	72,0	97,5
Coefficient de rentabilité (résultat net / fonds propres)	3,7	- 0,6	- 1,0
Taux de marge nette (résultat net / produit net bancaire)	10,7	- 1,9	- 4,0
Taux brut de créances en souffrance (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	37,6	49,5	53,0
Taux net de créances en souffrance (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	28,1	39,2	43,1
Taux de provisionnement (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	35,2	34,1	32,9

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Guinée équatoriale – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2018	2019	2020
1. Produits bancaires	138	130	96
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	7	10	8
Produits sur opérations avec la clientèle	71	53	46
Produits sur opérations de crédit-bail et de location simple	0	0	0
Produits sur opérations diverses	56	51	24
Produits du portefeuille titres et des prêts à souscription obligatoire	4	16	17
2. Charges bancaires	38	40	28
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	7	10	12
Charges sur opérations avec la clientèle	9	9	9
Charges sur opérations de crédit-bail et de location simple	0	0	0
Charges sur opérations diverses	23	21	7
Charges sur ressources permanentes	0	0	0
3. Produit net bancaire (1 - 2)	100	91	68
4. Produits accessoires nets	2	2	2
5. Produit global d'exploitation (3 + 4)	102	93	70
6. Frais généraux	57	57	58
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	8	8	8
8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)	38	28	3
9. Provisions nettes sur risques	20	21	10
10. Rentrées sur créances abandonnées/pertes sur créances irrécouvrables	- 2	- 3	- 1
11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)	16	4	- 7
12. Résultat exceptionnel net	- 1	- 2	- 3
13. Résultat sur exercices antérieurs	- 0	- 1	8
14. Impôts sur les bénéfices	4	3	1
15. Résultat net (11 + 12 + 13 - 14)	11	- 2	- 3

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Guinée équatoriale – Principaux indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2018	2019	2020
Ratio de couverture des risques (solvabilité)	29,5	- 3,5	- 1,9
Rapport de liquidité	170,1	120,7	131,5

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.